

# 6.2

## Réglementation et instructions générales

---

---

## 6.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

### 6.2.1 Consultation

#### Projets de règlements

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2°, 3, 8°, 11°, 20° et 34° et a. 331.2)

#### **Règlement modifiant le Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement et ses concordants - Mise en œuvre d'un modèle fondé sur l'accès à l'intention des fonds d'investissement qui sont émetteurs assujettis**

Avis est donné par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), que, conformément à l'article 331.2 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, chapitre V-1.1, les règlements suivants dont le texte est publiés ci-dessous, pourront être pris par l'Autorité et ensuite soumis au ministre des Finances pour approbation, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 90 jours à compter de leur publication au Bulletin de l'Autorité :

- *Règlement modifiant le Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement;*
- *Règlement modifiant le Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus ;*
- *Règlement modifiant le Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif.*

Vous trouverez également ci-dessous le projet de modification à l'instruction générale suivante :

- *Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement.*

#### Consultation

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit au plus tard le **26 décembre 2022**, en s'adressant à :

Me Philippe Lebel  
Secrétaire et directeur général des affaires juridiques  
Autorité des marchés financiers  
Place de la Cité, tour Cominar  
2640, boulevard Laurier, bureau 400  
Québec (Québec) G1V 5C1  
Télécopieur : (514) 864-6381  
Courrier électronique : [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

### **Renseignements additionnels**

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Marie-Aude Gosselin  
Analyste en fonds d'investissement  
Téléphone : 514 395-0337, poste 4456  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337  
Courriel : [Marie-Aude.Gosselin@lautorite.qc.ca](mailto:Marie-Aude.Gosselin@lautorite.qc.ca)

Olivier Girardeau  
Analyste expert en fonds d'investissement  
Téléphone : 514 395-0337, poste 4334  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337  
Courriel : [Olivier.Girardeau@lautorite.qc.ca](mailto:Olivier.Girardeau@lautorite.qc.ca)

**Le 27 septembre 2022**



Canadian Securities  
Administrators

Autorités canadiennes  
en valeurs mobilières

## Avis de consultation des ACVM

### *Projets de modification visant la mise en œuvre d'un modèle fondé sur l'accès à l'intention des fonds d'investissement qui sont émetteurs assujettis*

Le 27 septembre 2022

#### Introduction

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les **ACVM** ou **nous**) proposent une solution de rechange à la transmission des états financiers, y compris les rapports financiers intermédiaires, ainsi que des rapports intermédiaires et annuels de la direction sur le rendement du fonds (les **rapports de la direction sur le rendement du fonds** et, avec les états financiers, les **documents désignés**) des fonds d'investissement qui sont émetteurs assujettis. Le modèle fondé sur l'accès qui est proposé par les ACVM vise à moderniser les obligations actuelles de transmission des documents d'information continue et à réduire le fardeau réglementaire de ces fonds d'investissement.

Nous publions pour une période de consultation de 90 jours les textes suivants :

- le projet de *Règlement modifiant le Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement* (le **Règlement 81-106**);
- le projet de modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement* (l'**Instruction générale 81-106**);
- les modifications corrélatives suivantes :
  - le projet de *Règlement modifiant le Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus* (le **Règlement 41-101**);
  - le projet de *Règlement modifiant le Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif* (le **Règlement 81-101**);

(collectivement, les **projets de modification**).

Pour les motifs énoncés dans le présent avis, nous ne proposons pas d'appliquer un modèle fondé sur l'accès aux autres documents d'information des fonds d'investissement que les documents désignés. Nous désirons néanmoins déterminer si nous devrions envisager d'autres changements susceptibles de paver la voie à des solutions de rechange à la transmission d'exemplaires imprimés de ces autres documents, comme leur transmission par voie électronique.

Nous souhaitons recueillir des réponses sur un certain nombre de questions, mais nous accueillons aussi les commentaires sur tous les aspects des projets de modification.

Le texte des projets de modification est publié avec le présent avis et peut également être consulté sur les sites Web des membres des ACVM suivants :

[www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca)

[www.asc.ca](http://www.asc.ca)

[www.bcsc.bc.ca](http://www.bcsc.bc.ca)

[nssc.novascotia.ca](http://nssc.novascotia.ca).

[www.fcnb.ca](http://www.fcnb.ca)

[www.osc.gov.on.ca](http://www.osc.gov.on.ca)

[www.fcaa.gov.sk.ca](http://www.fcaa.gov.sk.ca)

[www.msc.gov.mb.ca](http://www.msc.gov.mb.ca)

### Objet

Les projets de modification visent à moderniser la façon dont les documents désignés sont mis à la disposition des investisseurs et à réduire les frais d'impression et d'envoi postal associés au régime actuel. Ils procureraient aux fonds d'investissement un moyen plus économique, rapide et écologique de rendre ces documents accessibles aux investisseurs et pourraient ainsi contribuer à réduire le fardeau réglementaire des premiers sans compromettre la protection de ces derniers.

Les projets de modification remplaceraient les obligations actuelles de transmission des documents désignés du fonds d'investissement qui est émetteur assujéti par une obligation d'affichage sur son site Web désigné, une obligation de publication, de dépôt et d'affichage d'un communiqué annonçant la disponibilité des documents, et une obligation de transmission au porteur inscrit ou au propriétaire véritable des titres du fonds (le **porteur**) sur demande ou conformément à des instructions permanentes.

Ils reposent sur la prémisse que les obligations actuelles de transmission entraînent des coûts élevés pour les fonds d'investissement sans que les porteurs en tirent un avantage correspondant. Ils seraient bénéfiques à ces derniers puisqu'ils leur donneraient un accès plus rapide à l'information.

La technologie de l'information constitue un outil important et utile de communication avec les investisseurs. Les projets de modification s'accordent avec l'évolution globale du secteur des fonds d'investissement, surtout l'augmentation de la disponibilité et de l'accessibilité de l'information en ligne. Ils prennent également en compte la capacité et le souhait accrus des investisseurs d'accéder à l'information par voie électronique et de la consommer de cette manière.

Les projets de modification ne priveraient pas l'investisseur de son droit de demander une version imprimée ou électronique des documents désignés. En outre, ils lui offriraient la possibilité de donner l'instruction permanente de recevoir l'une ou l'autre de ces versions.

### Contexte

Le Document de consultation 51-404 des ACVM, *Considérations relatives à la réduction du fardeau réglementaire des émetteurs assujéti qui ne sont pas des fonds d'investissement* (le **Document de consultation 51-404**) publié en avril 2017 visait à circonscrire et à examiner les aspects de la législation en valeurs mobilières qui profiteraient d'une réduction de tout fardeau réglementaire indu, sans compromettre la protection des investisseurs ni l'efficience des marchés des capitaux. Les intervenants

qui ont participé à la consultation étaient généralement en faveur de toute mesure qui faciliterait davantage la transmission électronique de documents. Les fonds d'investissement ont fait valoir en particulier que la condition d'envoyer un rappel ou un avis annuel pour pouvoir se prévaloir de la dispense de transmission des documents désignés est excessivement lourde et coûteuse à remplir, et ont plaidé pour son retrait.

Le Document de consultation 51-405 des ACVM, *Étude d'un modèle d'accès tenant lieu de transmission pour les émetteurs assujettis qui ne sont pas des fonds d'investissement* (le **Document de consultation 51-405**) publié en janvier 2020 portait sur les émetteurs assujettis qui ne sont pas des fonds d'investissement, mais certains intervenants ont néanmoins exprimé leurs préoccupations concernant les coûts que les fonds d'investissement doivent assumer afin de se conformer aux obligations de transmission prévues à la partie 5 du Règlement 81-106. Ces intervenants appuyaient l'établissement d'un modèle fondé sur l'accès pour les fonds d'investissement.

Les projets de modification découlent des mémoires reçus en réponse à ces deux documents de consultation.

Le 7 avril 2022, a été publié l'Avis de consultation des ACVM, *Projets de modification visant la mise en œuvre d'un modèle d'accès tenant lieu de transmission pour les émetteurs assujettis qui ne sont pas des fonds d'investissement* (le **projet d'avril 2022**), qui avait pour objet l'adoption d'un tel modèle pour les prospectus, les états financiers annuels, les rapports financiers intermédiaires et les rapports de gestion correspondants de ces émetteurs assujettis. Les projets de modification se fondent aussi sur le projet d'avril 2022, mais visent expressément les fonds d'investissement et sont donc marqués par des différences dans certains domaines clés.

### ***Obligations actuelles***

Le paragraphe 2 de l'article 5.1 du Règlement 81-106 prévoit que le fonds d'investissement doit envoyer aux porteurs les états financiers et, le cas échéant, des exemplaires des rapports de la direction sur le rendement du fonds.

L'article 5.2 du Règlement 81-106 permet au fonds d'investissement de demander aux porteurs des instructions permanentes (les **instructions permanentes**) quant aux documents qu'ils souhaitent recevoir. Faute de réponse à sa demande, le fonds d'investissement peut présumer qu'un porteur ne souhaite pas recevoir les documents désignés. Le paragraphe 5 de cet article dispose que, même s'il obtient des instructions permanentes, il doit leur envoyer une fois par an une lettre (l'**avis annuel**) leur rappelant notamment leur droit de recevoir les documents désignés. Par ailleurs, en vertu de l'article 5.3 de ce règlement, il peut leur demander des instructions de transmission annuelles (les **instructions annuelles**).

Selon le paragraphe 1 de l'article 5.4 du Règlement 81-106, le fonds d'investissement doit envoyer les documents désignés au porteur qui en fait la demande. Il est tenu de les déposer au moyen de SEDAR et, conformément à l'article 5.5 de ce règlement, de les afficher sur son site Web désigné s'il est un émetteur assujetti.

### **Résumé des projets de modification**

Les projets de modification prévoient le remplacement des obligations pour le fonds d'investissement qui est émetteur assujéti d'envoyer les documents désignés, de demander des instructions permanentes, d'envoyer l'avis annuel et de demander des instructions annuelles par les suivantes :

- afficher les documents désignés en évidence sur son site Web désigné;
- publier un communiqué annonçant la disponibilité des documents désignés, le déposer au moyen de SEDAR et l'afficher sur son site Web désigné;
- envoyer un exemplaire de tout document désigné au porteur qui en fait la demande;
- envoyer au porteur qui lui en donne l'instruction permanente un exemplaire de tous les documents désignés déposés à compter du dépôt suivant la remise de l'instruction jusqu'à ce que le porteur la modifie.

Les projets de modification ne modifient pas l'obligation de déposer les documents désignés au moyen de SEDAR.

Dans les territoires applicables, les organismes de placement collectif qui ne sont pas émetteurs assujéti demeurent soumis à des obligations essentiellement identiques à celles actuellement imposées à la partie 5 du Règlement 81-106.

Selon les dispositions transitoires contenues dans les projets de modification, un porteur est considéré comme ayant donné l'instruction permanente de recevoir des exemplaires imprimés des documents désignés s'il a déjà donné au fonds d'investissement l'instruction permanente de lui transmettre les états financiers ou les rapports de la direction sur le rendement du fonds sans avoir consenti à leur transmission électronique. Le porteur qui y a déjà consenti est réputé avoir donné l'instruction permanente de recevoir des exemplaires électroniques des documents désignés.

### **Questions**

Outre les commentaires sur tous les aspects des projets de modification, les ACVM souhaitent également obtenir des réponses aux questions suivantes :

#### **1. Instruction permanente de recevoir des exemplaires imprimés**

Le paragraphe 2 de l'article 5.3 du projet de modification du Règlement 81-106 prévoit qu'un porteur peut donner au fonds d'investissement l'instruction permanente de lui transmettre des exemplaires imprimés de tout document désigné déposé. L'instruction s'applique à compter du dépôt du prochain document désigné jusqu'à ce que le porteur la modifie. Même si les coûts à assumer pour se conformer à cette obligation risquent de dépasser ceux associés à la transmission d'exemplaires électroniques, nous sommes d'avis qu'ils sont néanmoins éclipsés par les avantages découlant de la possibilité pour les porteurs de donner l'instruction permanente de recevoir des exemplaires imprimés. Êtes-vous de cet avis? Veuillez motiver votre réponse.

## 2. Instruction permanente de recevoir des exemplaires électroniques

Conformément au paragraphe 4 de l'article 5.3 du projet de modification du Règlement 81-106, un porteur peut donner au fonds d'investissement l'instruction permanente de lui transmettre des exemplaires électroniques de tout document désigné déposé. L'instruction s'applique à compter du dépôt du prochain document désigné jusqu'à ce que le porteur la modifie. Nous considérons que les coûts à supporter pour se conformer à cette obligation sont minimes en comparaison des avantages que procure la possibilité pour les porteurs de donner l'instruction permanente de recevoir des exemplaires électroniques. Êtes-vous d'accord? Veuillez motiver votre réponse.

## 3. Modes de notification

Le paragraphe 1 de l'article 5.4 du projet de modification du Règlement 81-106 porte que le fonds d'investissement serait tenu de déposer et d'afficher sur son site Web désigné un communiqué indiquant que le document désigné est disponible par voie électronique et qu'il est possible d'en demander un exemplaire imprimé ou électronique.

- a. S'agit-il d'un moyen efficace d'aviser les porteurs de la disponibilité des documents désignés? Dans la négative, veuillez préciser pourquoi.
- b. Le communiqué ou le site Web désigné devrait-il présenter d'autres renseignements que ceux visés au paragraphe 2 de l'article 5.4 du projet de modification du Règlement 81-106?
- c. Existe-t-il d'autres moyens efficaces et pratiques à envisager pour aviser les porteurs? Veuillez décrire la mise en œuvre de votre proposition et en présenter les coûts et les avantages. Qu'est-ce qui pourrait y faire obstacle? Par exemple, si vous proposez la notification par courriel, comment un fonds d'investissement obtiendrait-il l'adresse de courriel d'un porteur? Qu'arriverait-il si l'adresse n'était plus à jour ou si le porteur ne consentait pas à être avisé par courriel?

## 4. Sites Web désignés

L'efficacité des projets de modification sera en partie déterminée par la capacité des investisseurs à repérer et à obtenir facilement les documents désignés qu'ils recherchent sur le site Web désigné d'un fonds. Le paragraphe 5 de l'article 11.1 de l'Instruction générale 81-106 indique que le site Web désigné du fonds d'investissement devrait être conçu d'une manière qui permette à un investisseur individuel ayant des compétences et des connaissances techniques raisonnables d'accéder aux renseignements et aux documents affichés sur le site Web, de les lire, d'y faire des recherches, de les télécharger et les imprimer, et ce, aisément.

- a. Cette indication est-elle suffisante? Outre les indications de la partie 11 de l'Instruction générale 81-106, y aurait-il d'autres pratiques exemplaires à mettre en évidence?
- b. Sinon, les ACVM devraient-elles établir des obligations précises sur l'affichage et la mise à jour des documents réglementaires sur un site Web désigné afin de promouvoir la constance et la comparabilité en matière d'accès des investisseurs aux documents? Dans votre réponse, précisez les autres indications ou obligations de présentation à



considérer et motivez l'approche que vous privilégiez. Si possible, indiquez les différences notables entre ces deux approches quant aux coûts et aux avantages.

#### 5. Aucun élargissement additionnel du modèle fondé sur l'accès

La portée du Document de consultation 51-404 et du Document de consultation 51-405 se limitait aux émetteurs assujettis qui ne sont pas des fonds d'investissement. En réponse aux documents de consultation, des intervenants ont fait valoir que les raisons motivant un autre modèle de transmission pour les émetteurs assujettis qui ne sont pas des fonds d'investissement s'appliquent aussi bien à ceux qui en sont. Même si les principes sous-jacents peuvent se ressembler, des différences fondamentales entre les deux types d'émetteurs justifient le recours à des modèles de transmission différents pour chacun.

Nous avons examiné les obligations de transmission applicables aux fonds d'investissement et estimons qu'il n'est pas approprié d'appliquer les projets de modification à d'autres documents que les états financiers et les rapports de la direction sur le rendement du fonds pour l'instant. En particulier, nous avons examiné les obligations de transmission des documents suivants :

- **Aperçus du fonds et du FNB** : L'aperçu du fonds et l'aperçu du FNB sont des documents rédigés en langage simple qui présentent de manière concise les renseignements sur un organisme de placement collectif qui, selon nos recherches, sont essentiels pour les investisseurs. L'aperçu du fonds doit être transmis avant la souscription de titres d'un organisme de placement collectif; il ne convient donc pas à un modèle fondé sur l'accès. Par souci de cohérence, nous considérons qu'un tel modèle ne devrait pas s'appliquer aux FNB et que leurs investisseurs devraient continuer de recevoir l'aperçu du FNB. Ces documents contribuent grandement à faciliter la prise de décision des investisseurs de ces deux catégories de fonds et les discussions avec leurs conseillers financiers.
- **Prospectus des organismes de placement collectif et des FNB** : L'obligation de transmission du prospectus ne s'applique pas au courtier qui offre des titres d'un organisme de placement collectif ou d'un FNB. Pour un organisme de placement collectif qui n'est pas un FNB, le courtier doit transmettre l'aperçu du fonds avant la souscription. Dans le cas d'un FNB, il doit plutôt transmettre l'aperçu du FNB.
- **Prospectus des plans de bourses d'études** : Nous estimons qu'un modèle fondé sur l'accès ne se prête pas à ce type de document. Tout comme dans le cas des organismes de placement collectif et des FNB, nous pensons que, dans celui des plans de bourses d'études, la transmission de documents informatifs essentiels contribue grandement à faciliter la prise de décision des investisseurs et que le prospectus constitue ce document essentiel.
- **Prospectus des fonds d'investissement à capital fixe (qui ne sont pas des FNB)** : Nous sommes d'avis que ceux qui effectuent des placements dans des fonds d'investissement devraient disposer d'un moyen cohérent d'obtenir l'information dont ils ont besoin pour prendre une décision de souscription. Comme il est indiqué ci-dessus, nous ne proposons pas d'instaurer de modèle fondé sur l'accès pour les aperçus du fonds, les aperçus du FNB et les prospectus des plans de bourses d'études. Dans la même veine, nous jugeons aussi qu'il convient de conserver l'obligation actuelle de transmission du prospectus des fonds d'investissement à capital fixe.
- **Documents de sollicitation de procurations** : En 2021, les ACVM ont adopté, à l'égard des fonds d'investissement, des procédures de notification et d'accès pour la sollicitation de procurations qui sont essentiellement similaires au mécanisme applicables aux émetteurs qui ne sont pas des fonds d'investissement. Ces procédures diffèrent d'un modèle fondé sur l'accès

en ce qu'elles permettent de transmettre les documents reliés aux procurations en envoyant aux porteurs un avis contenant de l'information sommaire sur ces documents et des instructions sur la façon d'y accéder. Nous estimons qu'un modèle fondé sur l'accès, sans notification, ne convient pas à ce type de document. Ainsi qu'il est mentionné dans le projet d'avril 2022, certains intervenants ayant formulés des réponses au Document de consultation 51-404 et au Document de consultation 51-405 ont mis en garde les ACVM contre l'application d'un modèle fondé sur l'accès à des documents sollicitant une réponse rapide des investisseurs.

Dans le cadre du projet d'avril 2022, les ACVM ont publié pour consultation un modèle fondé sur l'accès pour les prospectus des émetteurs assujettis qui ne sont pas des fonds d'investissement. À notre avis, l'investisseur a des besoins différents en matière d'information selon que l'émetteur assujetti est un fonds d'investissement ou qu'il n'en est pas un. Nous ne proposons pas d'appliquer un modèle fondé sur l'accès aux documents d'offre (l'aperçu du fonds, l'aperçu du FNB ou le prospectus, selon le cas) des émetteurs assujettis qui en sont puisque, d'après nous, leurs investisseurs tireront un plus grand avantage de recevoir les documents d'offre pertinents que de simplement y avoir accès.

Nous posons les questions additionnelles suivantes :

- a. Êtes-vous d'accord avec nous sur l'obligation de transmission pour chaque type de document décrit ci-dessus? Veuillez justifier votre réponse au moyen d'arguments sur les coûts et les avantages associés à un modèle fondé sur l'accès pour chacun.
- b. Si vous croyez que les ACVM devraient appliquer un modèle fondé sur l'accès à un certain type de document, veuillez le décrire et expliquer en quoi il serait avantageux pour les fonds, les courtiers et les investisseurs.
- c. Y a-t-il d'autres moyens que l'application d'un modèle fondé sur l'accès pour rehausser ou moderniser l'obligation actuelle de transmission des autres documents des fonds d'investissement que les documents désignés? Par exemple, est-ce que la législation en valeurs mobilières fait obstacle à l'expansion de la transmission électronique? Pourrait-on moderniser les méthodes de transmission électronique? Dans l'affirmative, veuillez les décrire, indiquer en quoi elles constituent une amélioration et expliquer les changements réglementaires à apporter afin de pouvoir les utiliser.

#### **Transmission des commentaires**

Veuillez présenter vos commentaires par écrit au plus tard le **26 décembre 2022**.

Nous ne pouvons en préserver la confidentialité parce que la législation en valeurs mobilières exige la publication d'un résumé des commentaires écrits reçus pendant la période de consultation. Tous les commentaires seront affichés sur le site Web de l'Alberta Securities Commission au [www.asc.ca](http://www.asc.ca), sur celui de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario au [www.osc.ca](http://www.osc.ca) et sur celui de l'Autorité des marchés financiers au [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca). Nous invitons donc les intervenants à ne pas inclure de renseignements personnels directement dans les commentaires à publier. Il importe de préciser en quel nom le mémoire est présenté.

Nous vous remercions à l'avance de vos commentaires.

Veillez adresser vos commentaires aux membres des ACVM suivants :

British Columbia Securities Commission  
 Alberta Securities Commission  
 Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan  
 Commission des valeurs mobilières du Manitoba  
 Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
 Autorité des marchés financiers  
 Commission des services financiers et des services aux consommateurs, Nouveau-Brunswick  
 Superintendent of Securities, Department of Justice and Public Safety, Île-du-Prince-Édouard  
 Nova Scotia Securities Commission  
 Office of the Superintendent of Securities, Service NL  
 Bureau du surintendant des valeurs mobilières des Territoires du Nord-Ouest  
 Bureau du surintendant des valeurs mobilières du Yukon  
 Surintendant des valeurs mobilières, Nunavut

Veillez n'envoyer vos commentaires qu'aux adresses suivantes, et ils seront acheminés aux autres autorités :

M<sup>e</sup> Philippe Lebel  
 Secrétaire et directeur général des affaires  
 juridiques  
 Autorité des marchés financiers  
 Place de la Cité, tour Cominar  
 2640, boulevard Laurier, bureau 400  
 Québec (Québec) G1V 5C1  
 Télécopieur : 514 864-8381  
 Courriel : [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

The Secretary  
 Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
 20 Queen Street West  
 22nd Floor, Box 55  
 Toronto (Ontario)  
 M5H 3S8  
 Télécopieur : 416 593-2318  
 Courriel : [comment@osc.gov.on.ca](mailto:comment@osc.gov.on.ca)

### Questions

Veillez adresser vos questions à l'une des personnes suivantes :

*Autorité des marchés financiers*  
 Marie-Aude Gosselin  
 Analyste en fonds d'investissement  
 Téléphone : 514 395-0337, poste 4456  
 Courriel : [Marie-Aude.Gosselin@lautorite.qc.ca](mailto:Marie-Aude.Gosselin@lautorite.qc.ca)

Olivier Girardeau  
 Analyste expert en fonds d'investissement  
 Téléphone : 514 395-0337, poste 4334  
 Courriel : [Olivier.Girardeau@lautorite.qc.ca](mailto:Olivier.Girardeau@lautorite.qc.ca)

*British Columbia Securities Commission*  
 Noreen Bent  
 Chief, Corporate Finance Legal Services  
 Téléphone : 604 899-6741  
 Courriel : [nbent@bcsc.bc.ca](mailto:nbent@bcsc.bc.ca)

James Leong  
 Senior Legal Counsel, Corporate Finance  
 Téléphone : 604 899-6681  
 Courriel : [jleong@bcsc.bc.ca](mailto:jleong@bcsc.bc.ca)

*Alberta Securities Commission*

Chad Conrad  
Senior Legal Counsel, Corporate Finance  
Téléphone : 403 297-4295  
Courriel : [chad.conrad@asc.ca](mailto:chad.conrad@asc.ca)

*Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan*

Heather Kuchuran  
Director, Corporate Finance  
Securities Division  
Téléphone : 306 878-1009  
Courriel : [heather.kuchuran@gov.sk.ca](mailto:heather.kuchuran@gov.sk.ca)

*Commission des valeurs mobilières du Manitoba*

Patrick Weeks  
Senior Corporate Finance Analyst  
Téléphone : 204 945-3326  
Courriel : [Patrick.weeks@gov.mb.ca](mailto:Patrick.weeks@gov.mb.ca)

*Commission des valeurs mobilières de l'Ontario*

Stephen Paglia  
Manager, Investment Funds and Structured  
Products Branch  
Téléphone : 416 593-2393  
Courriel : [spaglia@osc.gov.on.ca](mailto:spaglia@osc.gov.on.ca)

Michael Tang  
Senior Legal Counsel, Investment Funds and  
Structured Products Branch  
Téléphone : 416 593-2330  
Courriel : [mtang@osc.gov.on.ca](mailto:mtang@osc.gov.on.ca)

*Commission des services financiers et des services aux consommateurs du Nouveau-Brunswick*

Ella-Jane Loomis  
Conseillère juridique principale  
Téléphone : 506 453-6591  
Courriel : [ella-jane.loomis@fcnb.ca](mailto:ella-jane.loomis@fcnb.ca)

*Nova Scotia Securities Commission*

Abel Lazarus  
Director, Corporate Finance  
Téléphone : 902 424-6859  
Courriel : [Abel.Lazarus@novascotia.ca](mailto:Abel.Lazarus@novascotia.ca)

## RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 81-106 SUR L'INFORMATION CONTINUE DES FONDS D'INVESTISSEMENT

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 8<sup>o</sup>, 11<sup>o</sup>, 20<sup>o</sup> et 34<sup>o</sup>)

1. L'article 2.11 du Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement (chapitre V-1.1, r. 42) est modifié par le remplacement, dans le paragraphe *b*, de « Partie 5 » par « Partie 5A ».

2. La partie 5 de ce règlement, comprenant les articles 5.1 à 5.5, est remplacée par la suivante :

### « PARTIE 5 ÉTATS FINANCIERS ET RAPPORTS DE LA DIRECTION SUR LE RENDEMENT DU FONDS – ACCÈS ET TRANSMISSION – ÉMETTEUR ASSUJETTI

#### 5.1. Interprétation et champ d'application

1) Dans la présente partie, un « document désigné » s'entend de l'un des documents suivants que le fonds d'investissement est tenu de déposer au moyen de SEDAR :

- a)* les états financiers;
- b)* les rapports annuels de la direction sur le rendement du fonds;
- c)* les rapports intermédiaires de la direction sur le rendement du fonds.

2) La présente partie ne s'applique pas au fonds d'investissement qui n'est pas émetteur assujetti.

#### 5.2. Affichage sur le site Web désigné

1) Le fonds d'investissement affiche sur son site Web désigné tout document désigné au plus tard à la date de son dépôt.

2) Le fonds d'investissement visé au paragraphe 1 affiche sur son site Web désigné une déclaration comportant les éléments suivants :

- a)* une explication des options de réception des documents désignés offertes aux porteurs inscrits et aux propriétaires véritables de ses titres ;
- b)* une description de la manière dont les porteurs inscrits et les propriétaires véritables peuvent lui fournir l'instruction permanente de recevoir des exemplaires électroniques ou imprimés de tous ses documents désignés à compter du dépôt du prochain document désigné suivant la transmission de l'instruction;

*c)* une indication qu'il suivra les instructions des porteurs inscrits et des propriétaires véritables jusqu'à ce qu'ils les modifient.

3) Le fonds d'investissement affiche tout document désigné visé au paragraphe 1 et la déclaration visée au paragraphe 2 d'une façon qu'une personne raisonnable considérerait comme bien visible.

### 5.3. Transmission des exemplaires électroniques et imprimés des documents désignés

1) Le fonds d'investissement transmet au porteur inscrit ou au propriétaire véritable de ses titres qui en fait la demande un exemplaire imprimé de tout document désigné.

2) Le fonds d'investissement transmet au porteur inscrit ou au propriétaire véritable de ses titres qui lui en donne l'instruction permanente des exemplaires imprimés de tout document désigné à compter du dépôt du prochain document désigné suivant la transmission de l'instruction.

3) Le fonds d'investissement transmet au porteur inscrit ou au propriétaire véritable de ses titres qui en fait la demande un exemplaire électronique de tout document désigné.

4) Le fonds d'investissement transmet au porteur inscrit ou au propriétaire véritable de ses titres qui lui en donne l'instruction permanente des exemplaires électroniques de tout document désigné à compter du dépôt du prochain document désigné suivant la transmission de l'instruction.

5) Le fonds d'investissement transmet au porteur inscrit ou au propriétaire véritable de ses titres qui fait la demande visée au paragraphe 1 ou donne l'instruction permanente visée au paragraphe 2 un exemplaire du document désigné au plus tard à la dernière des dates suivantes :

- a) la date limite de dépôt du document désigné;
- b) 10 jours civils après la réception de la demande ou de l'instruction.

6) Le fonds d'investissement transmet au porteur inscrit ou au propriétaire véritable de ses titres qui fait la demande visée au paragraphe 3 ou donne l'instruction permanente visée au paragraphe 4 un exemplaire du document désigné au plus tard à la dernière des dates suivantes :

- a) la date limite de dépôt du document désigné;
- b) 5 jours civils après la réception de la demande ou de l'instruction.

7) Le fonds d'investissement transmet tout document désigné conformément au présent article sans frais.

### 5.4. Communiqué

1) À la date de dépôt d'un document désigné, le fonds d'investissement prend les mesures suivantes :

a) il publie un communiqué indiquant que le document désigné a été déposé;

b) il dépose le communiqué au moyen de SEDAR;

c) il affiche le communiqué sur son site Web désigné.

2) Le communiqué visé au paragraphe 1 remplit les conditions suivantes :

a) il indique, dans son titre, que le document désigné est disponible;

b) il précise que le document désigné est accessible à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com) et sur le site Web désigné du fonds d'investissement;

- c) il indique l'adresse du site Web désigné du fonds d'investissement;
- d) il comporte les mentions et renseignements suivants :
  - i) « Tout porteur inscrit ou propriétaire véritable de titres de [insérer le nom du fonds d'investissement] peut obtenir gratuitement un exemplaire imprimé [du/des] [insérer le nom du document désigné] auprès de [insérer le nom du gestionnaire du fonds d'investissement]. »;
  - ii) « Le porteur inscrit ou le propriétaire véritable de titres de [insérer le nom du fonds d'investissement] qui souhaite recevoir des exemplaires imprimés [du/des] [insérer la liste des documents désignés du fonds d'investissement à déposer] déposé[s] par [insérer le nom du fonds d'investissement] à l'avenir est prié d'en donner l'instruction permanente à [insérer le nom du gestionnaire du fonds d'investissement]. [Insérer le nom du fonds d'investissement] suivra cette instruction jusqu'à ce que le porteur inscrit ou le propriétaire véritable la modifie. »;
  - iii) « Tout porteur inscrit ou propriétaire véritable de titres de [insérer le nom du fonds d'investissement] peut obtenir gratuitement un exemplaire électronique [du/des] [insérer le nom du document désigné] auprès de [insérer le nom du gestionnaire du fonds d'investissement]. »;
  - iv) « Le porteur inscrit ou le propriétaire véritable de titres de [insérer le nom du fonds d'investissement] qui souhaite recevoir des exemplaires électroniques [du/des] [insérer la liste des documents désignés du fonds d'investissement à déposer] déposé[s] par [insérer le nom du fonds d'investissement] à l'avenir est prié d'en donner l'instruction permanente à [insérer le nom du gestionnaire du fonds d'investissement]. [Insérer le nom du fonds d'investissement] suivra cette instruction jusqu'à ce que le porteur inscrit ou le propriétaire véritable la modifie. »;
  - v) le nom du gestionnaire du fonds d'investissement, son adresse, son numéro de téléphone sans frais, son adresse de courriel et l'adresse de son site Web. ».

3. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 5.5, de la partie suivante :

**« PARTIE 5A  
TRANSMISSION DES ÉTATS FINANCIERS – ORGANISME DE  
PLACEMENT COLLECTIF QUI N'EST PAS ÉMETTEUR ASSUJETTI**

**5A.1. Champ d'application**

La présente partie ne s'applique pas à l'organisme de placement collectif qui est émetteur assujéti.

**5A.2. Transmission des états financiers**

Sous réserve des articles 5A.3 et 5A.4, l'organisme de placement collectif transmet les états financiers aux porteurs inscrits et aux propriétaires véritables de ses titres au plus tard à la date limite de leur dépôt.

**5A.3. Transmission conformément aux instructions permanentes**

1) L'article 5A.2 ne s'applique pas à l'organisme de placement collectif qui demande des instructions permanentes aux porteurs inscrits ou aux propriétaires véritables de ses titres conformément au présent article et envoie les états financiers conformément à ces instructions.

2) L'organisme de placement collectif qui se prévaut du paragraphe 1 envoie aux porteurs inscrits et aux propriétaires véritables de ses titres un document comportant les éléments suivants :

- a) une explication des options de réception des états financiers qui leur sont offertes;
- b) une demande à leur endroit de lui donner des instructions de transmission des états financiers;
- c) une indication qu'il suivra leurs instructions jusqu'à ce qu'ils les modifient.

3) L'organisme de placement collectif demande à la personne qui devient porteur inscrit ou propriétaire véritable de ses titres des instructions conformément au paragraphe 2 dès que raisonnablement possible après qu'il a accepté un ordre de souscription.

4) L'organisme de placement collectif suit les instructions données en vertu du présent article tant que le porteur inscrit ou propriétaire véritable de ses titres ne les modifie pas.

5) Au moins une fois par an, l'organisme de placement collectif envoie aux porteurs inscrits et aux propriétaires véritables de ses titres un rappel des éléments suivants :

- a) ils ont le droit de recevoir les états financiers;
- b) il suit les instructions de transmission qu'ils lui ont données;
- c) la façon dont ils peuvent modifier les instructions qu'ils ont données;
- d) la précision qu'ils peuvent obtenir les états financiers en s'adressant à lui ou, le cas échéant, sur son site Web ou le site [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

#### **5A.4. Transmission conformément aux instructions annuelles**

1) L'article 5A.2 ne s'applique pas à l'organisme de placement collectif qui demande des instructions annuelles aux porteurs inscrits et aux propriétaires véritables de ses titres conformément au présent article et envoie les états financiers conformément à ces instructions.

2) Le paragraphe 1 ne s'applique pas à l'organisme de placement collectif qui s'est déjà prévalu de l'article 5A.3 pour demander des instructions permanentes.

3) L'organisme de placement collectif qui se prévaut du paragraphe 1 envoie une fois par an aux porteurs inscrits et aux propriétaires véritables de ses titres un formulaire de demande au moyen duquel ils peuvent lui indiquer les états financiers qu'ils souhaitent recevoir.

4) Le formulaire de demande visé au paragraphe 3 est accompagné d'un avis expliquant les éléments suivants :

- a) le porteur inscrit ou le propriétaire véritable ne donne des instructions de transmission que pour l'exercice courant;
- b) le porteur inscrit ou le propriétaire véritable peut obtenir les états financiers en s'adressant à l'organisme de placement collectif ou, le cas échéant, sur son site Web ou sur le site [www.sedar.com](http://www.sedar.com).



#### 5A.5. Dispositions générales

1) L'organisme de placement collectif envoie au porteur inscrit ou propriétaire véritable de ses titres qui en fait la demande un exemplaire des états financiers au plus tard à la dernière des dates suivantes :

- a) la date limite de dépôt des états financiers demandés;
- b) 10 jours civils après la réception de la demande.

2) L'organisme de placement collectif n'exige aucuns frais pour la transmission des états financiers visés par la présente partie et fait en sorte que les porteurs inscrits et les propriétaires véritables de ses titres puissent répondre sans frais aux demandes d'instructions prévues par la présente partie.

3) Pour l'application du présent article, les organismes de placement collectif gérés par le même gestionnaire peuvent envoyer au porteur inscrit ou au propriétaire véritable de leurs titres un formulaire de demande d'instructions permanentes ou annuelles, selon le cas, qui s'appliqueront à tous ceux d'entre eux dont il détient des titres. ».

#### 4. Dispositions transitoires

1° Pour l'application du paragraphe 2 de l'article 5.3, le porteur inscrit ou le propriétaire véritable des titres du fonds d'investissement est considéré comme ayant donné l'instruction permanente de recevoir des exemplaires imprimés des documents désignés immédiatement après l'entrée en vigueur du présent règlement dans les cas suivants :

- a) le fonds d'investissement est émetteur assujetti;
- b) immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent règlement, le fonds d'investissement a l'instruction permanente ou annuelle du porteur inscrit ou du propriétaire véritable de lui transmettre les états financiers annuels, les rapports financiers intermédiaires ou les rapports annuels ou intermédiaires de la direction sur le rendement du fonds ;

c) immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent règlement, le fonds d'investissement n'a pas obtenu du porteur inscrit ou du propriétaire véritable le consentement de lui transmettre par voie électronique les états financiers annuels, les rapports financiers intermédiaires ou les rapports annuels ou intermédiaires de la direction sur le rendement du fonds.

2° Pour l'application du paragraphe 4 de l'article 5.3, le porteur inscrit ou le propriétaire véritable des titres du fonds d'investissement est considéré comme ayant donné l'instruction permanente de recevoir des exemplaires électroniques des documents désignés immédiatement après l'entrée en vigueur du présent règlement dans les cas suivants :

- a) le fonds d'investissement est émetteur assujetti;
- b) immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent règlement, le fonds d'investissement a l'instruction permanente ou annuelle du porteur inscrit ou du propriétaire véritable de lui transmettre les états financiers annuels, les rapports financiers intermédiaires ou les rapports annuels ou intermédiaires de la direction sur le rendement du fonds;

c) immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent règlement, le fonds d'investissement a obtenu du porteur inscrit ou du propriétaire véritable le consentement de lui transmettre par voie électronique les états financiers annuels, les rapports financiers intermédiaires ou les rapports annuels ou intermédiaires de la direction sur le rendement du fonds.

3° L'organisme de placement collectif peut suivre les instructions permanentes données par le porteur inscrit ou le propriétaire véritable de ses titres en application du paragraphe 1 de l'article 5A.3 lorsqu'il remplit les conditions suivantes :

a) immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent règlement, il lui avait demandé des instructions permanentes en application du paragraphe 1 de l'article 5.2 du Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement, tel qu'il se lisait au (*indiquer ici la date précédant la date d'entrée en vigueur du présent règlement*);

b) il transmet les états financiers annuels ou les rapports financiers intermédiaires selon ces instructions;

c) il se conforme par ailleurs à l'article 5A.3.

4° L'organisme de placement collectif peut suivre les instructions annuelles données par le porteur inscrit ou le propriétaire véritable de ses titres en application du paragraphe 1 de l'article 5A.4 lorsqu'il remplit les conditions suivantes :

a) immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent règlement, il lui avait demandé des instructions annuelles en application du paragraphe 1 de l'article 5.3 du Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement, tel qu'il se lisait au (*indiquer ici la date précédant la date d'entrée en vigueur du présent règlement*);

b) il transmet les états financiers annuels ou les rapports financiers intermédiaires selon ces instructions;

c) il se conforme par ailleurs à l'article 5A.4.

## **5. Date d'entrée en vigueur**

1° Le présent règlement entre en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

2° En Saskatchewan, malgré le paragraphe 1, le présent règlement entre en vigueur à la date de son dépôt auprès du registraire des règlements si celle-ci tombe après le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT  
81-106 SUR L'INFORMATION CONTINUE DES FONDS D'INVESTISSEMENT**

1. La partie 4 de l'*Instruction générale relative au Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement*, comprenant les articles 4.1 à 4.5, est remplacée par la suivante :

**« PARTIE 4  
ÉTATS FINANCIERS ET RAPPORTS DE LA DIRECTION SUR LE  
RENDEMENT DU FONDS – ACCÈS ET TRANSMISSION – ÉMETTEUR  
ASSUJETTI**

**4.1. Transmission de documents désignés**

Les paragraphes 1 et 2 de l'article 5.3 du règlement obligent le fonds d'investissement qui est émetteur assujéti à transmettre un exemplaire imprimé ou électronique, selon le cas, de tout document désigné au porteur inscrit ou au propriétaire véritable de ses titres qui en fait la demande. Celui-ci transmettrait vraisemblablement sa demande au moyen des coordonnées fournies en vertu du sous-paragraphé *d* du paragraphe 2 de l'article 5.4 du règlement, le cas échéant. Toutefois, le fonds d'investissement devrait répondre aux demandes raisonnables, même si elles ne sont pas faites au moyen de ces coordonnées.

L'article 5.4 du règlement oblige le fonds d'investissement qui est émetteur assujéti à publier, à déposer au moyen de SEDAR et à afficher sur son site Web désigné un communiqué annonçant le dépôt d'un document désigné. Il exige aussi que le communiqué renferme de l'information sur la façon dont le porteur inscrit ou le propriétaire véritable des titres du fonds d'investissement peut communiquer avec celui-ci pour obtenir un exemplaire imprimé ou électronique du document désigné. Afin d'éviter toute confusion concernant la façon de communiquer avec lui pour obtenir un document désigné, nous estimons qu'il serait utile que le fonds d'investissement indique les mêmes coordonnées dans ses communiqués, sur son site Web désigné et dans ses aperçus du fonds ou FNB, ou ses prospectus de plans de bourses d'études, selon le cas.

**4.2. Transmission électronique**

*L'Instruction générale 11-201 relative à la transmission électronique de documents* fournit des indications à suivre pour la transmission des documents désignés par voie électronique en vertu de la partie 5 du règlement. ».

2. Cette instruction générale est modifiée par l'insertion, après l'article 4.5, de la partie suivante :

**« PARTIE 4A  
TRANSMISSION DES ÉTATS FINANCIERS – ORGANISME DE  
PLACEMENT COLLECTIF QUI N'EST PAS ÉMETTEUR ASSUJETTI**

**4A.1. Instructions de transmission**

1) Le règlement donne à l'organisme de placement collectif qui n'est pas émetteur assujéti les options suivantes pour transmettre les états financiers :

*a)* envoyer ces documents à tous les porteurs inscrits et propriétaires véritables de ses titres;

*b)* obtenir des porteurs inscrits et des propriétaires véritables des instructions permanentes quant aux documents qu'ils souhaitent recevoir;

c) obtenir des porteurs inscrits et des propriétaires véritables des instructions annuelles en leur envoyant un formulaire de demande annuel pour qu'ils puissent indiquer les documents qu'ils souhaitent recevoir.

Ces options visent à offrir une certaine souplesse pour transmettre les états financiers aux porteurs inscrits et aux propriétaires véritables. L'organisme de placement collectif peut en choisir plusieurs. Selon le règlement, toutefois, s'il choisit l'option *b* pour un porteur inscrit ou un propriétaire véritable, il ne peut plus se prévaloir de l'option *c* par la suite en ce qui concerne celui-ci. Cette obligation vise à encourager les organismes de placement collectif à obtenir des instructions permanentes et à faire en sorte qu'ils les suivent tant que le porteur inscrit ou le propriétaire véritable ne les modifie pas expressément.

2) Si l'organisme de placement collectif qui n'est pas émetteur assujéti ne reçoit pas de réponse à une demande d'instructions de transmission, il peut juger que le porteur inscrit ou le propriétaire véritable de ses titres souhaite recevoir tous les états financiers, certains ou aucun. Les demandes d'instructions doivent indiquer clairement aux porteurs inscrits et aux propriétaires véritables les conséquences d'une absence de réponse.

3) L'organisme de placement collectif qui n'est pas émetteur assujéti devrait demander des instructions suffisamment à l'avance pour que les porteurs inscrits et les propriétaires véritables de ses titres reçoivent les états financiers dans les délais prévus par le règlement. Il devrait également leur donner suffisamment de temps pour répondre aux demandes d'instructions et leur indiquer ses coordonnées, y compris un numéro de téléphone pour faire des appels sans frais ou à frais virés.

4) Les organismes de placement collectif qui ne sont pas des émetteurs assujéti et qui sont gérés par le même gestionnaire peuvent demander des instructions de transmission applicables à tous ceux d'entre eux compris dans la même famille de fonds dont le porteur inscrit ou le propriétaire véritable détient des titres. Si un porteur inscrit ou un propriétaire véritable a donné des instructions permanentes à un organisme de placement collectif qui n'est pas émetteur assujéti puis acquiert les titres d'un autre géré par le même gestionnaire, cet autre peut suivre ces instructions.

#### **4A.2. Communication avec les propriétaires véritables**

L'organisme de placement collectif qui n'est pas émetteur assujéti et qui se prévaut de la partie 5A du règlement doit disposer des renseignements nécessaires pour communiquer avec le propriétaire véritable de ses titres. S'il n'en dispose pas, il ne peut se prévaloir de la dispense de l'obligation de dépôt prévue à l'article 2.11 du règlement.

#### **4A.3. Transmission électronique**

Les documents à transmettre conformément à la partie 5A du règlement peuvent être envoyés par voie électronique, et devraient l'être selon les indications fournies dans l'*Instruction générale 11-201 relative à la transmission électronique de documents*. En particulier, le rappel annuel prévu au paragraphe 5 de l'article 5A.3 et le formulaire de demande prévu au paragraphe 3 de l'article 5A.4 du règlement peuvent être donnés par voie électronique et regroupés avec d'autres avis. Les formulaires et avis peuvent également être envoyés avec les relevés de compte ou d'autres documents que l'organisme de placement collectif qui n'est pas émetteur assujéti transmet aux porteurs inscrits ou aux propriétaires véritables de ses titres. ».

## RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 41-101 SUR LES OBLIGATIONS GÉNÉRALES RELATIVES AU PROSPECTUS

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1<sup>o</sup>)

1. L'Annexe 41-101A3 du Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus (chapitre V-1.1, r. 14) est modifiée par le remplacement, dans la rubrique 12 de la partie A, des paragraphes 1 et 2 par les suivants :

« 1) Sous le titre « Renseignements », inclure une mention semblable pour l'essentiel à la suivante :

« L'information détaillée sur le plan transmise avec ce sommaire du plan renferme de plus amples renseignements sur le plan, que nous vous recommandons de lire. Pour plus d'information, vous pouvez également communiquer avec [insérer le nom du gestionnaire du plan de bourses d'études] ou votre représentant. Vous pouvez obtenir un exemplaire des états financiers et des rapports de la direction sur le rendement du fonds en vous adressant à [insérer le nom du gestionnaire du plan de bourses d'études]. Pour savoir comment donner l'instruction permanente de recevoir les états financiers et les rapports de la direction sur le rendement du fonds qui seront déposés à l'avenir, communiquez avec [insérer les coordonnées du gestionnaire du plan de bourses d'études] ou visitez le site [insérer l'adresse du site Web désigné du plan de bourses d'études]. ».

« 2) Indiquer le nom, l'adresse, le numéro de téléphone sans frais, l'adresse de courrier électronique et l'adresse du site Web du gestionnaire de fonds d'investissement du plan. ».

2. L'Annexe 41-101A4 de ce règlement est modifiée par le remplacement, dans la rubrique 3 de la partie II, des paragraphes 1 et 2 par les suivants :

« 1) Sous le titre « Renseignements », inclure une mention semblable pour l'essentiel à la suivante :

« Pour obtenir un exemplaire du prospectus et d'autres documents d'information du FNB, communiquez avec [insérer le nom du gestionnaire du FNB] ou votre représentant ou visitez le site [insérer l'adresse du site Web désigné du FNB]. Vous pouvez obtenir un exemplaire des états financiers et des rapports de la direction sur le rendement du fonds en vous adressant à [insérer le nom du gestionnaire du FNB]. Ces documents et l'aperçu du FNB constituent les documents légaux du FNB. Pour savoir comment donner l'instruction permanente de recevoir les états financiers et les rapports de la direction sur le rendement du fonds qui seront déposés à l'avenir, communiquez avec [insérer les coordonnées du gestionnaire du FNB] ou visitez le site [insérer l'adresse du site Web désigné du FNB]. ».

« 2) Indiquer le nom, l'adresse, le numéro de téléphone sans frais, l'adresse de courrier électronique et l'adresse du site Web du gestionnaire du FNB. ».

### Date d'entrée en vigueur

3. 1<sup>o</sup> Le présent règlement entre en vigueur le (indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement).

2<sup>o</sup> En Saskatchewan, malgré le paragraphe 1, le présent règlement entre en vigueur à la date de son dépôt auprès du registraire des règlements si celle-ci tombe après le (indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement).

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 81-101 SUR LE RÉGIME DE PROSPECTUS DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF**

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1<sup>o</sup>)

1. L'Annexe 81-101A3 du Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif (chapitre V-1.1, r. 38) est modifiée, dans la rubrique 3 de la partie II :

1<sup>o</sup> par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant :

« 1) Sous le titre « Renseignements », inclure une mention semblable pour l'essentiel à la suivante :

« Pour obtenir un exemplaire du prospectus simplifié et d'autres documents d'information du fonds, communiquez avec [insérer le nom du gestionnaire de l'OPC] ou votre représentant ou visitez le site [insérer l'adresse du site Web désigné de l'OPC]. Ces documents et l'aperçu du fonds constituent les documents légaux du fonds. Vous pouvez obtenir un exemplaire des états financiers et des rapports de la direction sur le rendement du fonds en vous adressant à [insérer le nom du gestionnaire de l'OPC]. Pour savoir comment donner l'instruction permanente de recevoir les états financiers et les rapports de la direction sur le rendement du fonds qui seront déposés à l'avenir, communiquez avec [insérer les coordonnées du gestionnaire de l'OPC] ou visitez le site [insérer l'adresse du site Web désigné de l'OPC]. » »;

2<sup>o</sup> par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant :

« 2) Indiquer le nom, l'adresse, le numéro de téléphone sans frais, l'adresse de courrier électronique et l'adresse du site Web du gestionnaire de l'OPC. ».

**Date d'entrée en vigueur**

2. 1<sup>o</sup> Le présent règlement entre en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

2<sup>o</sup> En Saskatchewan, malgré le paragraphe 1, le présent règlement entre en vigueur à la date de son dépôt auprès du registraire des règlements si celle-ci tombe après le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

## Draft Regulations

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331.1, pars. (1), (2), (3), (8), (11), (20) and (34), and s. 331.2)

### Regulation to amend Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure and concordant regulations - Implement an Access-Based Model for Investment Fund Reporting Issuers

Notice is hereby given by the *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") that, in accordance with section 331.2 of the *Securities Act*, chapter V-1.1, the following Regulations, the texts of which is published hereunder, may be made by the Authority and subsequently submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment, after 90 days have elapsed since their publication in the Bulletin of the Authority:

- *Regulation to amend Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure;*
- *Regulation to amend Regulation 41-101 respecting General Prospectus Requirements;*
- *Regulation to amend Regulation 81-101 respecting Mutual Fund Prospectus Disclosure.*

Draft amendments to the following policy statement are also published hereunder:

- *Amendments to Policy Statement to Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure.*

## Request for comment

Comments regarding the above may be made in writing by **December 26, 2022**, to the following:

Me Philippe Lebel  
Secrétaire et directeur général des affaires juridiques  
Autorité des marchés financiers  
Place de la Cité, tour Cominar  
2640, boulevard Laurier, bureau 400  
Québec (Québec) G1V 5C1  
Fax : (514) 864-6381  
E-mail : [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

## Further information

Further information is available from:

Marie-Aude Gosselin  
Analyst, Investment Funds Oversight  
Tel: 514 395-0337, ext. 4456  
Toll-free: 1 877 525-0337  
Email: [Marie-Aude.Gosselin@lautorite.qc.ca](mailto:Marie-Aude.Gosselin@lautorite.qc.ca)

Olivier Girardeau  
Senior Analyst, Investment Funds Oversight  
Tel: 514 395-0337, ext. 4334  
Toll-free: 1 877 525-0337  
Email: [Olivier.Girardeau@lautorite.qc.ca](mailto:Olivier.Girardeau@lautorite.qc.ca)

**September 27, 2022**



## CSA Notice of Consultation

### *Draft Amendments to Implement an Access-Based Model for Investment Fund Reporting Issuers*

September 27, 2022

#### Introduction

The Canadian Securities Administrators (**CSA** or **we**) are proposing an alternative to delivering financial statements, which include interim financial reports, and interim and annual management reports of fund performance (**MRFPs**, and with financial statements, **designated documents**) for investment fund reporting issuers. The access-based model proposed by the CSA is seeking to modernize the current delivery of continuous disclosure document requirements and reduce the regulatory burden on investment fund reporting issuers.

We are publishing for a 90-day comment period

- Draft *Regulation to amend Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure (Regulation 81-106)*,
- Draft Amendments to *Policy Statement to Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure (Policy Statement 81-106)*, and
- draft consequential amendments to
  - *Regulation 41-101 respecting General Prospectus Requirements (Regulation 41-101)*, and
  - *Regulation 81-101 respecting Mutual Fund Prospectus Disclosure (Regulation 81-101)*,

(collectively, the **Draft Amendments**).

For the reasons outlined in this notice, we are not proposing to extend an access-based model for investment funds disclosure documents other than the designated documents. We are interested, however, in understanding whether there are any other changes that we should consider in order to help facilitate alternatives to delivery in paper format, such as electronic delivery for these other documents.

We are seeking specific feedback on a number of consultation questions, but we welcome comments on all aspects of the Draft Amendments.

The text of the Draft Amendments is published with this notice and will also be available on the websites of the following CSA jurisdictions:

www.lautorite.qc.ca  
www.asc.ca  
www.bcsc.bc.ca  
nssc.novascotia.ca.  
www.fcnb.ca  
www.osc.gov.on.ca  
www.fcaa.gov.sk.ca  
www.msc.gov.mb.ca

### **Substance and Purpose**

The purpose of the Draft Amendments is to modernize the way designated documents are made available to investors and to reduce printing and mailing costs associated with the current regime. The Draft Amendments would enable a more cost-efficient, timely and environmentally friendly manner of making these documents available to investors, which could assist in reducing the regulatory burden on investment funds without compromising investor protection.

The Draft Amendments would replace the current delivery requirements, for designated documents of an investment fund that is a reporting issuer, with a designated website posting requirement, a requirement to issue, file, and post a news release announcing the availability of the documents, and requirements to send documents to a registered holder or a beneficial owner of securities of the investment fund (a **Securityholder**) on request or in accordance with standing instructions.

The Draft Amendments are being proposed on the basis that the current delivery requirements impose a significant cost on investment funds without a corresponding benefit to Securityholders. Securityholders would benefit from the Draft Amendments because the information would be more readily available to them.

We recognize that information technology is an important and useful tool in facilitating communication with investors. The Draft Amendments are consistent with the general evolution of the investment fund industry, particularly the increased availability and accessibility of information online. The Draft Amendments also recognize increased investor capacity and preference for accessing and consuming information electronically.

The Draft Amendments would not remove an investor's ability to request designated documents in paper or electronic form. Investors would also have the ability to provide standing instructions to receive paper or electronic copies of designated documents.

### **Background**

In April 2017, the CSA published CSA Consultation Paper 51-404 *Considerations for Reducing Regulatory Burden for Non-Investment Fund Reporting Issuers (CP 51-404)* to identify and consider areas of securities legislation that could benefit from a reduction of undue regulatory burden, without compromising investor protection or the efficiency of the capital markets. Commenters responding to CP 51-404 were generally supportive of developments which would further facilitate electronic delivery of documents. Investment fund stakeholders specifically commented that it is overly onerous and expensive to comply with the condition that they send an annual reminder, or send annual notices, in order to rely on the exemption from sending designated documents and advocated for its removal.

In January 2020, the CSA published CSA Consultation Paper 51-405 *Consideration of Access Equals Delivery Model for Non-Investment Fund Reporting Issuers (CP 51-405)*. While CP 51-405 focused on non-investment fund reporting issuers, some commenters nevertheless raised concerns about the costs to investment funds of complying with the delivery requirements in Part 5 of Regulation 81-106. These commenters supported an access-based model for investment funds.

The Draft Amendments are informed by the comment letters received in response to CP 51-404 and CP 51-405.

On April 7, 2022, the CSA published CSA Notice of Consultation, *Draft Amendments to Implement an Access Equals Delivery Model for Non-Investment Fund Reporting Issuers (the Non-Investment Fund Proposal)* which proposed to implement an access-based model for non-investment fund reporting issuers in respect of prospectuses, annual financial statements, interim financial reports and related management's discussion & analysis. The Draft Amendments are also informed by the Non-Investment Fund Proposal, but are targeted specifically to the investment funds context, and consequently are different in some key areas.

#### **Existing requirements**

Under subsection 5.1(2) of Regulation 81-106, an investment fund must send financial statements and, if applicable, copies of MRFPs, to a Securityholder.

Section 5.2 of Regulation 81-106 permits the investment fund to request standing instructions (**Standing Instructions**) from a Securityholder with respect to the documents they wish to receive. When soliciting Standing Instructions from Securityholders, an investment fund can deem no response from a Securityholder to be an election not to receive designated documents. Subsection 5.2(5) of Regulation 81-106 provides that, even if the investment fund obtains Standing Instructions, it must send an annual letter (**Annual Notices**) reminding those Securityholders of, among other things, their right to receive designated documents. Alternatively, under section 5.3 of Regulation 81-106, an investment fund may solicit annual delivery instructions (**Annual Instructions**) from Securityholders.

Under subsection 5.4(1) of Regulation 81-106, an investment fund must send designated documents to a Securityholder who requests them. An investment fund must file these documents on SEDAR and, under section 5.5 of Regulation 81-106, an investment fund that is a reporting issuer must post these documents on its designated website.

#### **Summary of the Draft Amendments**

Under the Draft Amendments, the requirements for an investment fund that is a reporting issuer to send designated documents, to solicit Standing Instructions and send Annual Notices, and solicit Annual Instructions would be repealed and replaced with requirements to:

- post designated documents in a prominent manner on the investment fund's designated website;
- issue, file on SEDAR, and post on the investment fund's designated website, a news release announcing the availability of the designated documents;
- send a designated document to a Securityholder who requests a copy; and

- send a designated document that is filed by the investment fund to a Securityholder who provides the investment fund with standing instructions to receive copies of all documents commencing with the next document filed after the Securityholder has provided those standing instructions and continuing until the Securityholder changes those standing instructions.

The Draft Amendments do not amend the requirement to file designated documents on SEDAR.

In applicable jurisdictions, a mutual fund that is not a reporting issuer continues to be subject to requirements substantially identical to the existing requirements under Part 5 of Regulation 81-106.

Under the transition provisions of the Draft Amendments, a Securityholder is considered to have provided standing instructions to receive paper copies of the designated documents if they have previously provided Standing Instructions to the investment fund to deliver financial statements or MRFP but has not previously consented to electronic delivery. If a Securityholder previously consented to electronic delivery, the Securityholder is deemed to have provided standing instructions to receive electronic copies of the designated documents.

### Specific Questions

In addition to your comments on all aspects of the Draft Amendments, the CSA also seeks specific feedback on the following questions:

#### 1. Standing instructions to receive paper copies

Under subsection 5.3(2) of the Draft Regulation to amend Regulation 81-106, a Securityholder can provide standing instructions in order to receive a paper copy of a designated document that is filed by the investment fund. These instructions will apply to the next designated document filed and continue to apply until the standing instructions are changed by the Securityholder. While the costs of complying with this requirement may be greater than the costs for the delivery of electronic copies, we are of the view that these costs are outweighed by the benefits to Securityholders being able to provide standing instructions to receive paper copies. Do you agree? Please explain.

#### 2. Standing instructions to receive electronic copies

Under subsection 5.3(4) of the Draft Regulation to amend Regulation 81-106, a Securityholder can provide standing instructions in order to receive an electronic copy of a designated document that is filed by the investment fund. These instructions will apply to the next designated document filed by the investment fund and continue to apply until the standing instructions are changed by the Securityholder. We are of the view that the cost of complying with this requirement is *de minimis* while the benefits to Securityholders of being able to provide standing instructions to receive electronic copies is significant. Do you agree? Please explain.

#### 3. Notification methods

Under subsection 5.4(1) of the Draft Regulation to amend Regulation 81-106, an investment fund would be required to file a news release and to post that news release on its designated website, indicating

that the designated document is available electronically and that a paper or electronic copy can be obtained upon request.

- a. Would this be an effective way to notify Securityholders that designated documents are available? If not, please explain why.
- b. Should the news release or the designated website include any information other than the information required in subsection 5.4(2) of the Draft Regulation to amend Regulation 81-106?
- c. Are there any alternative ways of notifying Securityholders we should consider that would be effective and practical? Please provide specific details on how to implement your proposal, along with an outline of the costs and benefits of your suggested approach. Are there any obstacles to using your suggested approach? For example, if you propose notification by email, how would an investment fund obtain a Securityholder's email address? What should be the outcome if the Securityholder does not keep their email address updated or does not provide consent to receiving these communications by email?

#### 4. Designated websites

The effectiveness of the Draft Amendments depends in part on whether investors will be able to easily find and retrieve the designated documents that they are interested in on a fund's designated website. Subsection 11.1(5) of Policy Statement 81-106 provides that a designated website should be designed in a manner that allows an individual investor with a reasonable level of technological skill and knowledge to easily access, read and search the information and the documents posted on the website, and download and print the documents.

- a. Is this guidance sufficient? Are there additional best practices beyond the guidance in Part 11 of Policy Statement 81-106 that should be highlighted?
- b. Alternatively, should the CSA establish specific requirements for the posting and maintenance of any regulatory document on a designated website in order to create more consistency and comparability in terms of investor experience in accessing these documents? In responding, please specify the additional guidance or specific presentation requirements that we should consider and outline the reason for your preferred approach. Where possible, please also outline if there are any significant cost or benefit differences between these two approaches.

#### 5. No further broadening of access-based model

Both CP 51-404 and CP 51-405 were limited in scope to non-investment fund reporting issuers. In response to these publications, commenters said that the reasons underlying an alternative delivery model for non-investment fund reporting issuers are equally applicable to investment fund reporting issuers. While the underlying principles may be similar, there are fundamental differences between non-investment funds and investment funds that justify the application of different delivery models between these types of issuers.

We have reviewed the delivery requirements applicable to investment funds and are of the view that extending the Draft Amendments beyond financial statements and MRFPs is not appropriate at this time. Specifically, we have considered the delivery requirements for the following documents:

- **Fund Facts document and ETF Facts document:** The Fund Facts and the ETF Facts are plain language documents that concisely highlight key information about a mutual fund that our research has identified as important to investors. The Fund Facts is required to be delivered prior to the purchase of a mutual fund, and so it does not lend itself to being part of an access-based model. For consistency, we think an access-based model should not apply to ETFs and that ETF investors should also continue to receive the ETF Facts. These documents are an important way to assist mutual fund and ETF investors in their decision-making process and in discussions with their financial advisors.
- **Prospectuses for mutual funds and ETFs:** The prospectus delivery requirement does not apply to a dealer selling a mutual fund or an ETF. Instead, for a mutual fund that is not an ETF, a dealer is required to deliver a Fund Facts prior to purchase. For ETFs, a dealer is required to deliver an ETF Facts document instead.
- **Prospectuses for scholarship plans:** In our view, an access-based model for this type of document is not appropriate. Like mutual funds and ETFs, we consider the delivery of key informational documents as important to assist scholarship plan investors in their decision-making process. We think the key informational document for a scholarship plan is its prospectus.
- **Prospectuses for non-redeemable investment funds (that are not ETFs):** We think investment fund investors should have a consistent means of obtaining the information they need to make a purchase decision. As discussed above, we are not proposing an access-based model for Fund Facts or ETF Facts documents or scholarship plan prospectuses. For consistency, we also think it is appropriate to retain the current prospectus delivery requirements for non-redeemable investment funds.
- **Proxy materials:** In 2021, the CSA adopted a notice-and-access system for the solicitation of proxies for investment funds that is substantially similar to the regime for non-investment fund issuers. Notice-and-access differs from an access-based model in that it permits delivery of proxy-related materials by sending a notice providing Securityholders with summary information about the proxy-related materials and instructions on how to access them. In our view, an access-based model for this type of document, with no notice, is not appropriate. As discussed in the Non-Investment Fund Proposal, stakeholder comments in response to CP 51-404 and CP 51-405 cautioned the CSA against introducing an access-based model to documents that require a time sensitive response from investors.

The CSA has published for comment an access-based model for prospectuses of non-investment fund reporting issuers under the Non-Investment Fund Proposal. We think the typical investor in non-investment fund reporting issuers has different informational needs than the typical investor in investment fund reporting issuers. We are not proposing an access-based model for offering documents (Fund Facts, ETF Facts, or prospectus as applicable) of investment fund reporting issuers because we think there are significant benefits to the typical investor in investment fund reporting issuers in receiving the relevant offering documents rather than only having access to them.

We have the following additional questions:

- a. Do you agree with our views about the delivery requirements for each type of document described above? Please justify your response with reference to the costs and benefits of an access-based model for each type of document.
- b. If you think the CSA should adopt an access-based model for a specific type of document, please describe the model and explain how that approach would be beneficial to funds, dealers and investors.
- c. Are there alternative ways, other than adopting an access-based model, to improve or modernize the current delivery requirements for investment fund documents other than designated documents? For example, does securities legislation impose any impediments to greater adoption of electronic delivery? Could the methods of electronic delivery be modernized? If so, please describe any methods, provide the reasons why those methods are an improvement and explain what regulatory changes would be required to use any proposed method.

#### **How to Provide Your Comments**

Please provide your comments in writing by **December 26, 2022**.

We cannot keep submissions confidential because securities legislation requires publication of a summary of written comments received during the comment period. All comments received will be posted on the website of each of the Alberta Securities Commission at [www.asc.ca](http://www.asc.ca), the Ontario Securities Commission at [www.osc.ca](http://www.osc.ca) and the Autorité des marchés financiers at [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca). Therefore, you should not include personal information directly in comments to be published. It is important you state on whose behalf you are making the submissions.

Thank you in advance for your comments.

Please address your submission to all of the CSA as follows:

British Columbia Securities Commission  
 Alberta Securities Commission  
 Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan  
 Manitoba Securities Commission  
 Ontario Securities Commission  
 Autorité des marchés financiers  
 Financial and Consumer Services Commission, New Brunswick  
 Superintendent of Securities, Department of Justice and Public Safety, Prince Edward Island  
 Nova Scotia Securities Commission  
 Office of the Superintendent of Securities, Service NL  
 Northwest Territories Office of the Superintendent of Securities  
 Office of the Yukon Superintendent of Securities  
 Superintendent of Securities, Nunavut

Please send your comments only to the following addresses. Your comments will be forwarded to the remaining jurisdictions:

M<sup>e</sup> Philippe Lebel  
 Corporate Secretary and Executive Director, Legal Affairs  
 Autorité des marchés financiers  
 Place de la Cité, tour Cominar  
 2640, boulevard Laurier, bureau 400  
 Québec (Québec) G1V 5C1  
 Fax: 514 864-8381  
 Email: [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

The Secretary  
 Ontario Securities Commission  
 20 Queen Street West  
 22nd Floor, Box 55  
 Toronto, Ontario  
 M5H 3S8  
 Fax: 416 593-2318  
 Email: [comment@osc.gov.on.ca](mailto:comment@osc.gov.on.ca)

### Questions

Please refer your questions to any of the following:

#### *Autorité des marchés financiers*

Marie-Aude Gosselin  
 Analyst, Investment Funds Oversight  
 Tel: 514 395-0337, ext. 4456  
 Email: [Marie-Aude.Gosselin@lautorite.qc.ca](mailto:Marie-Aude.Gosselin@lautorite.qc.ca)

Olivier Girardeau  
 Senior Analyst, Investment Funds Oversight  
 Tel: 514 395-0337, ext. 4334  
 Email: [Olivier.Girardeau@lautorite.qc.ca](mailto:Olivier.Girardeau@lautorite.qc.ca)

#### *British Columbia Securities Commission*

Noreen Bent  
 Chief, Corporate Finance Legal Services  
 Tel: 604 899-6741  
 Email: [nbent@bcsc.bc.ca](mailto:nbent@bcsc.bc.ca)

James Leong  
 Senior Legal Counsel, Corporate Finance  
 Tel: 604 899-6681  
 Email: [jleong@bcsc.bc.ca](mailto:jleong@bcsc.bc.ca)

#### *Alberta Securities Commission*

Chad Conrad  
 Senior Legal Counsel, Corporate Finance  
 Tel: 403 297-4295  
 Email: [chad.conrad@asc.ca](mailto:chad.conrad@asc.ca)

#### *Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan*

Heather Kuchuran  
 Director, Corporate Finance  
 Securities Division  
 Tel: 306 787-1009  
 Email: [heather.kuchuran@gov.sk.ca](mailto:heather.kuchuran@gov.sk.ca)

#### *Manitoba Securities Commission*

Patrick Weeks  
 Senior Corporate Finance Analyst  
 Tel: 204 945-3326  
 Email: [Patrick.weeks@gov.mb.ca](mailto:Patrick.weeks@gov.mb.ca)



*Ontario Securities Commission*

Stephen Paglia  
Manager, Investment Funds and Structured  
Products Branch  
Tel: 416 593-2393  
Email: [spaglia@osc.gov.on.ca](mailto:spaglia@osc.gov.on.ca)

Michael Tang  
Senior Legal Counsel, Investment Funds and  
Structured Products Branch  
Tel: 416 593-2330  
Email: [mtang@osc.gov.on.ca](mailto:mtang@osc.gov.on.ca)

*Financial and Consumer Services Commission of New Brunswick*

Ella-Jane Loomis  
Senior Legal Counsel  
Tel: 506 453-6591  
Email: [ella-jane.loomis@fcnb.ca](mailto:ella-jane.loomis@fcnb.ca)

*Nova Scotia Securities Commission*

Abel Lazarus  
Director, Corporate Finance  
Tel : 902 424-6859  
Email : [Abel.Lazarus@novascotia.ca](mailto:Abel.Lazarus@novascotia.ca)

**REGULATION TO AMEND REGULATION 81-106 RESPECTING INVESTMENT FUND CONTINUOUS DISCLOSURE.**

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1), (2), (3), (8), (11), (20) and (34))

1. Section 2.11 of Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure (chapter V-1.1, r. 42) is amended by replacing, in paragraph (b), “Part 5” with “Part 5A”.

2. Part 5 of the Regulation, including sections 5.1 to 5.5, is replaced with the following:

**“PART 5  
ACCESS TO AND DELIVERY OF FINANCIAL STATEMENTS AND  
MANAGEMENT REPORTS OF FUND PERFORMANCE – REPORTING ISSUERS**

**5.1. Interpretation and Application**

(1) In this Part, “designated document” means any of the following documents an investment fund is required to file on SEDAR:

- (a) financial statements;
- (b) annual management reports of fund performance; and
- (c) interim management reports of fund performance.

(2) This Part does not apply to an investment fund that is not a reporting issuer.

**5.2. Posting on Designated Website**

(1) An investment fund must post a designated document on its designated website no later than the date that the designated document is filed.

(2) An investment fund referred to in subsection (1) must include, on its designated website, a statement that

(a) explains the choices a registered holder or beneficial owner of securities issued by the investment fund has to receive designated documents;

(b) describes how the registered holder or beneficial owner may provide the investment fund with standing instructions to receive either electronic or paper copies of all of the investment fund’s designated documents commencing with the next designated document filed after the registered holder or beneficial owner provides the instructions; and

(c) explains that the investment fund will continue to follow the instructions provided by the registered holder or beneficial owner until they are changed by the registered holder or beneficial owner.

(3) An investment fund must display a designated document posted under subsection (1) and the statement included under subsection (2) in a manner that would be considered prominent to a reasonable person.

**5.3. Sending Paper and Electronic Copies of Designated Documents**

(1) An investment fund must send a paper copy of a designated document to a registered holder or beneficial owner of securities issued by the investment fund if the registered holder or beneficial owner requests a paper copy of the designated document.

(2) If a registered holder or beneficial owner of securities issued by an investment fund provides the investment fund with standing instructions to receive paper copies of a designated document, the investment fund must send paper copies of the designated document to the registered holder or beneficial owner, commencing with the next designated document filed after the registered holder or beneficial owner provides the investment fund with those standing instructions.

(3) An investment fund must send an electronic copy of a designated document to a registered holder or beneficial owner of securities issued by an investment fund if the registered holder or beneficial owner requests an electronic copy of the designated document.

(4) If a registered holder or beneficial owner of securities issued by an investment fund provides the investment fund with standing instructions to receive electronic copies of a designated document, the investment fund must send electronic copies of the designated document to the registered holder or beneficial owner, commencing with the next designated document filed after the registered holder or beneficial owner provides the investment fund with those standing instructions.

(5) If a registered holder or beneficial owner of securities issued by the investment fund makes a request under subsection (1) or provides standing instructions under subsection (2), the investment fund must send a copy of the designated document by the later of

(a) the filing deadline for the designated document; and

(b) 10 calendar days after the investment fund receives the request or instructions.

(6) If a registered holder or beneficial owner of securities issued by the investment fund makes a request under subsection (3) or provides standing instructions under subsection (4), the investment fund must send a copy of the designated document by the later of

(a) the filing deadline for the designated document; and

(b) five calendar days after the investment fund receives the request or instructions.

(7) An investment fund must not charge a fee for sending a designated document under this section.

#### **5.4. News Release**

(1) On the date that a designated document is filed, an investment fund must

(a) issue a news release stating that the investment fund has filed the designated document;

(b) file the news release on SEDAR; and

(c) post the news release on the investment fund's designated website.

(2) A news release under subsection (1), must

(a) state in the title that the designated document is available,

(b) state that the designated document is available at [www.sedar.com](http://www.sedar.com) and on the investment fund's designated website,

- (c) provide the investment fund's designated website address,
- (d) state the following:

(i) "A paper copy of the *[insert name of the designated document]* may be obtained by a registered holder or beneficial owner of securities issued *[insert name of the investment fund]*, without charge, from *[insert name of the manager of the investment fund]*."

(ii) "If a registered holder or beneficial owner of securities issued by *[insert name of the investment fund]* wants to receive paper copies of any of *[insert list designated documents the investment fund is required to file]* filed by *[insert name of the manager of the investment fund]* in the future, please provide standing instructions to *[insert name of the manager of the investment fund]*. The standing instructions will continue to be followed by *[insert name of investment fund]* until they are changed by the registered holder or beneficial owner."

(iii) "An electronic copy of the *[insert name of the designated document]* may be obtained by a registered holder or beneficial owner of securities issued by *[insert name of the investment fund]*, without charge, from *[insert name of the manager of the investment fund]*."

(iv) "If a registered holder or beneficial owner of securities issued by *[insert name of the investment fund]* wants to receive electronic copies of any of *[insert list designated documents the investment fund is required to file]* filed by *[insert name of the manager of the investment fund]* in the future, please provide standing instructions to *[insert name of the manager of the investment fund]*. The standing instructions will continue to be followed by *[insert name of investment fund]* until they are changed by the registered holder or beneficial owner.", and

(v) the name, address, toll-free telephone number, e-mail address, and website of the manager of the investment fund."

3. The Regulation is amended by inserting, after section 5.5, the following part :

**"PART 5A  
DELIVERY OF FINANCIAL STATEMENTS – NON-REPORTING  
MUTUAL FUNDS**

**5A.1. Application**

This Part does not apply to a mutual fund that is a reporting issuer.

**5A.2. Delivery of Financial Statements**

Subject to sections 5A.3 and 5A.4, a mutual fund must send financial statements to a registered holder or beneficial owner of securities issued by the mutual fund by the filing deadline for the financial statements.

**5A.3. Sending According to Standing Instructions**

(1) Section 5A.2 does not apply to a mutual fund that requests standing instructions from a registered holder or beneficial owner of securities issued by the mutual fund in accordance with this section and sends financial statements according to those instructions.

(2) A mutual fund relying on subsection (1) must send, to each registered holder or beneficial owner of securities issued by the mutual fund, a document that

(a) explains the choices a registered holder or beneficial owner of securities issued by the mutual fund has to receive financial statements;

(b) requests instructions from the registered holder or beneficial owner of securities issued by the mutual fund about delivery of financial statements; and

(c) explains that the mutual fund will continue to follow the instructions provided by the registered holder or beneficial owner of securities issued by the mutual fund until they are changed by the registered holder or beneficial owner.

(3) If a person becomes a registered holder or beneficial owner of securities issued by a mutual fund, the mutual fund must request instructions in accordance with subsection (2) from the registered holder or beneficial owner as soon as reasonably practicable after the mutual fund accepts a purchase order from the registered holder or beneficial owner.

(4) A mutual fund must rely on instructions given under this section until a registered holder or beneficial owner of securities issued by the mutual fund changes them.

(5) At least once a year, a mutual fund must send each registered holder or beneficial owner of securities issued by the mutual fund a reminder that

(a) the registered holder or beneficial owner is entitled to receive financial statements;

(b) the mutual fund is relying on delivery instructions provided by the registered holder or beneficial owner;

(c) explains how a registered holder or beneficial owner of securities issued by the mutual fund can change the instructions it has given; and

(d) the registered holder or beneficial owner can obtain the financial statements by contacting the mutual fund, or, if applicable, on [www.sedar.com](http://www.sedar.com) or on the mutual fund's website.

#### **5A.4. Sending According to Annual Instructions**

(1) Section 5A.2 does not apply to a mutual fund that requests annual instructions from a registered holder or beneficial owner of securities issued by the mutual fund in accordance with this section and sends financial statements according to those instructions.

(2) Subsection (1) does not apply to a mutual fund that has previously requested standing instructions in accordance with section 5A.3.

(3) A mutual fund relying on subsection (1) must send annually to each registered holder or beneficial owner of securities issued by the mutual fund a request form the registered holder or beneficial owner may use to instruct the mutual fund as to which financial statements the registered holder or beneficial owner wishes to receive.

(4) The request form referred to in subsection (3) must be accompanied by a notice explaining that

(a) the registered holder or beneficial owner is providing delivery instructions for the current year only; and

(b) the registered holder or beneficial owner can obtain financial statements by contacting the mutual fund, or, if applicable, on [www.sedar.com](http://www.sedar.com) or on the mutual fund's website.

#### 5A.5. General

(1) If a registered holder or beneficial owner of securities issued by a mutual fund requests financial statements, the mutual fund must send a copy of the requested financial statements by the later of

- (a) the filing deadline for the requested financial statements; and
- (b) 10 calendar days after the mutual fund receives the request.

(2) A mutual fund must not charge a fee for sending the financial statements referred to in this Part and must ensure that registered holders or beneficial owners of securities issued by the mutual fund can respond without cost to the requests for instructions required by this Part.

(3) For the purposes of this section, mutual funds under common management may send one request form to serve as a standing instruction or an annual instruction, as applicable, from a registered holder or beneficial owner of securities issued by the mutual funds that will apply to all of the mutual funds under common management held by that registered holder or beneficial owner.”.

#### 4. Transition

(1) For the purposes of paragraph (2) of section 5.3, a registered holder or beneficial owner of securities issued by an investment fund is considered to have provided standing instructions to receive paper copies of designated documents immediately after this Regulation comes into force if:

- (a) the investment fund is a reporting issuer;
- (b) immediately before this Regulation comes into force, the investment fund has standing or annual instructions from the registered holder or beneficial owner to deliver annual financial statements, interim financial reports, or annual or interim management reports of fund performance to the registered holder or beneficial owner; and
- (c) immediately before this Regulation comes into force, the investment fund does not have the consent of the registered holder or beneficial owner to electronic delivery of the annual financial statements, the interim financial reports, or the annual or interim management reports of fund performance.

(2) For the purposes of paragraph (4) of section 5.3, a registered holder or beneficial owner of securities issued by an investment fund is considered to have provided standing instructions to receive electronic copies of designated documents immediately after this Regulation comes into force if:

- (a) the investment fund is a reporting issuer;
- (b) immediately before this Regulation comes into force, the investment fund has standing or annual instructions from the registered holder or beneficial owner to deliver annual financial statements, interim financial reports, or annual or interim management reports of fund performance to the registered holder or beneficial owner; and
- (c) immediately before this Regulation comes into force, the investment fund has the consent of the registered holder or beneficial owner to electronic delivery of the annual financial statements, the interim financial reports, or the annual or interim management reports of fund performance.

(3) A mutual fund may rely on paragraph (1) of section 5A.3 in connection with standing instructions from a registered holder or beneficial owner of securities issued by the mutual fund if:

(a) immediately before this Regulation comes into force, the mutual fund had requested standing instructions from the registered holder or beneficial owner under paragraph (1) of section 5.2 of Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure as it read on (*indicate here the date immediately before the date of coming into force of this Regulation*);

(b) the mutual fund sends annual financial statements or interim financial reports according to those instructions; and

(c) the mutual fund otherwise complies with section 5A.3.

(4) A mutual fund may rely on paragraph (1) of section 5A.4 in connection with annual instructions from a registered holder or beneficial owner of securities issued by the mutual fund if:

(a) immediately before this Regulation comes into force, the mutual fund had requested annual instructions from the registered holder or beneficial owner under paragraph (1) of section 5.3 of Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure as it read on (*indicate here the date immediately before the date of coming into force of this Regulation*);

(b) the mutual fund sends annual financial statements or interim financial reports according to those instructions; and

(c) the mutual fund otherwise complies with section 5A.4.

## **5. Effective Date**

(1) This Regulation comes into force on (*indicate here the date of coming into force of this Regulation*).

(2) In Saskatchewan, despite paragraph (1), if this Regulation is filed with the Registrar of Regulations after (*indicate here the date of coming into force of this Regulation*), this Regulation comes into force on the day on which it is filed with the Registrar of Regulations.

**AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 81-106 RESPECTING INVESTMENT FUND CONTINUOUS DISCLOSURE**

1. Part 4 of *Policy Statement to Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure*, including sections 4.1 to 4.5, is replaced with the following:

**“PART 4  
ACCESS TO AND DELIVERY OF FINANCIAL STATEMENTS AND  
MANAGEMENT REPORTS OF FUND PERFORMANCE – REPORTING ISSUERS**

**4.1. Sending Designated Documents**

Subsections 5.3(1) and (2) of the Regulation require an investment fund that is a reporting issuer to send a paper or an electronic copy, as applicable, of a designated document to a registered holder or beneficial owner of securities of the investment fund if requested. A registered holder or beneficial owner making such a request would likely do so by using the contact information disclosed under paragraph 5.4(2)(d) of the Regulation, as applicable. However, the investment fund should comply with any reasonable request even if it is not made by using the contact information required to be disclosed under those paragraphs.

Section 5.4 of the Regulation requires an investment fund that is a reporting issuer to issue and file on SEDAR, and post on its designated website, a news release announcing it has filed a designated document. This section also requires that the news release provide information about how a registered holder or beneficial owner of securities of the investment fund can contact the investment fund to obtain a paper or electronic copy of a designated document. So that a registered holder or beneficial owner clearly understands how they should contact the investment fund to obtain a designated document, we think registered holders or beneficial owners would find it helpful if an investment fund used the same contact information in its news releases, its designated website and in its Fund Facts, ETF Facts, or scholarship plan prospectus, as applicable.

**4.2. Electronic Delivery**

A designated document required to be sent electronically under Part 5 of the Regulation should follow the guidance in *Policy Statement 11-201 respecting Electronic Delivery of Documents*.”.

2. This Policy Statement is amended by inserting, after section 4.5, the following Part:

**“PART 4A  
DELIVERY OF FINANCIAL STATEMENTS – NON-REPORTING  
MUTUAL FUNDS**

**4A.1. Delivery Instructions**

(1) The Regulation gives mutual funds that are not reporting issuers the following choices for the delivery of financial statements:

(a) send these documents to all registered holders or beneficial owners of securities of the mutual fund;

(b) obtain standing instructions from registered holders or beneficial owners with respect to the documents they wish to receive; or

(c) obtain annual instructions from registered holders or beneficial owners by sending them an annual request form they can use to indicate which documents they wish to receive.



The choices are intended to provide some flexibility concerning the delivery of financial statements to registered holders or beneficial owners of securities of a mutual fund. The mutual fund can use any combination of the delivery options for registered holders or beneficial owners. However, the Regulation specifies that if the mutual fund chooses option (b) for a registered holder or beneficial owner, it cannot switch back to option (c) for that registered holder or beneficial owner at a later date. The purpose of this requirement is to encourage mutual funds that are not reporting issuers to obtain standing instructions and to ensure that if a registered holder or beneficial owner provides standing instructions, the mutual fund will abide by those instructions unless the registered holder or beneficial owner specifically changes them.

(2) When requesting delivery instructions from a registered holder or beneficial owner of securities of a mutual fund that is not a reporting issuer, the mutual fund may treat no response from the registered holder or beneficial owner to be a request by the registered holder or beneficial owner to receive all, some or none of the financial statements. When requesting delivery instructions, the mutual fund should make clear what the consequence of no response will be to registered holders or beneficial owners.

(3) A mutual fund that is not a reporting issuer should request delivery instructions sufficiently ahead of time so that registered holders or beneficial owners of securities of the mutual fund can receive the requested financial statements within the time required by the Regulation. Registered holders or beneficial owners should also be given a reasonable amount of time to respond to a request for instructions. The mutual fund should provide registered holders or beneficial owners with complete contact information for the mutual fund, including a toll-free telephone number or a number for collect calls.

(4) Mutual funds that are not reporting issuers and that are under common management can request one set of delivery instructions from a registered owner or beneficial owner of securities of the mutual funds that will apply to all of the mutual funds that are not reporting issuers in the same fund family that the registered holder or beneficial owner owns. If a registered holder or beneficial owner has given a mutual fund that is not a reporting issuer standing delivery instructions and then later acquires the securities of another mutual fund that is not a reporting issuer managed by the same manager, the newly acquired mutual fund can rely on those standing instructions.

#### **4A.2. Communication with Beneficial Owners**

A mutual fund that is not a reporting issuer and that is relying on Part 5A of the Regulation must have the necessary information to communicate with a beneficial owner of its securities. If the mutual fund does not have this information, the mutual fund cannot rely on the filing exemption in section 2.11 of the Regulation.

#### **4A.3. Electronic Delivery**

Any documents required to be sent under Part 5A of the Regulation may be sent by electronic delivery. Such electronic delivery should be made following the guidance in *Policy Statement 11-201 respecting Electronic Delivery of Documents*. In particular, the annual reminder required by section 5A.3(5) and the request form required by section 5A.4(3) of the Regulation may be given in electronic form and may be combined with other notices. Request forms and notices may alternatively be sent with account statements or other materials sent to registered holders or beneficial owners of securities of a mutual fund that is not a reporting issuer by the mutual fund.”.

## REGULATION TO AMEND REGULATION 41-101 RESPECTING GENERAL PROSPECTUS REQUIREMENTS

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1))

1. Form 41-101F3 of Regulation 41-101 respecting General Prospectus Requirements (chapter V-1.1, r. 14) is amended by replacing, in item 12 of part A, paragraphs (1) and (2) with the following:

“(1) Under the sub-heading “For more information”, state the following using substantially similar wording:

“The Detailed Plan Disclosure delivered with this Plan Summary contains further details about this plan, and we recommend that you read it. You may also contact [*insert name of the manager of the scholarship plan*] or your sales representative for more information about this plan. You can obtain a copy of the plan’s financial statements and management reports of fund performance by contacting [*insert name of manager of the scholarship plan*]. Please contact [*insert contact information of manager of the scholarship plan*] or visit [*insert address of designated website of the scholarship plan*] for instructions on how to provide standing instructions to receive filed financial statements and management reports of fund performance in the future.”.

“(2) State the name, address, toll-free telephone number, e-mail address and website of the investment fund manager of the plan.”.

2. Form 41-101F4 of the Regulation is amended by replacing, in item 3 of part II, paragraphs (1) and (2) with the following:

“(1) Under the heading “For more information”, state the following using substantially similar wording:

“Contact [*insert name of the manager of the ETF*] or your representative or visit [*insert address of designated website of the ETF*] for a copy of the ETF’s prospectus and other disclosure documents. You can obtain a copy of the ETF’s financial statements and management reports of fund performance by contacting [*insert name of the manager of the ETF*]. These documents and the ETF Facts make up the ETF’s legal documents. Please contact [*insert contact information of the manager of the ETF*] or visit [*insert address of designated website of the ETF*] for instructions on how to provide standing instructions to receive filed financial statements and management reports of fund performance in the future.”.

“(2) State the name, address, toll-free telephone number, e-mail address and website of the manager of the ETF.”.

### Effective Date

3. (1) This Regulation comes into force on (*indicate here the date of coming into force of this Regulation*).

(2) In Saskatchewan, despite paragraph (1), if this Regulation is filed with the Registrar of Regulations after (*indicate here the date of coming into force of this Regulation*), this Regulation comes into force on the day on which it is filed with the Registrar of Regulations.

**REGULATION TO AMEND REGULATION 81-101 RESPECTING MUTUAL FUND PROSPECTUS DISCLOSURE**

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1))

1. Form 81-101F3 of Regulation 81-101 respecting Mutual Fund Prospectus Disclosure (chapter V-1.1, r. 38) is amended, in item 3 of part II:

(1) by replacing paragraph (1) with the following:

“(1) Under the heading “For more information”, state the following using substantially similar wording:

“Contact [*insert name of the manager of the mutual fund*] or your representative or visit [*insert address of designated website of the mutual fund*] for a copy of the fund’s simplified prospectus and other disclosure documents. These documents and the Fund Facts make up the fund’s legal documents. You can obtain a copy of the fund’s financial statements and management reports of fund performance by contacting [*insert name of the manager of the mutual fund*]. Please contact [*insert contact information of the manager of the mutual fund*] or visit [*insert address of designated website of the mutual fund*] for instructions on how to provide standing instructions to receive filed financial statements and management reports of fund performance in the future.”.

(2) by replacing paragraph (2) with the following:

“(2) State the name, address, toll-free telephone number, e-mail address and website of the manager of the mutual fund.”.

**Effective Date**

2. (1) This Regulation comes into force on (*indicate here the date of coming into force of this Regulation*).

(2) In Saskatchewan, despite paragraph (1), if this Regulation is filed with the Registrar of Regulations after (*indicate here the date of coming into force of this Regulation*), this Regulation comes into force on the day on which it is filed with the Registrar of Regulations.

## 6.2.2 Publication

Aucune information.